

Le pouvoir aux travailleurs

21 JAN 2001

N° 79

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- QUELLE QUE SOIT SON ETIQUETTE, LE NOUVEAU POUVOIR EST AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE !	2 - 3
- LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE DES CAPITALISTES, UN GROS MENSONGE POUR MIEUX FAIRE PAYER LES PETITS !	4 - 5
- MAHAN GAHE : UN DISCOURS HAINEUX, UN DISCOURS ANTI-OUVRIER .	5 - 6
- FPI, "INDEPENDANTS" : UNE HISTOIRE D'AMOUR DE CIRCONSTANCE	6 - 7
- TEMOIGNAGE SUR LES EVENEMENTS APRES LE COUP D'ETAT DU 7 AU 8 JANVIER 2001 ...	8
- LES BLABLA DU FPI SUR LE CHOMAGE : Quel avenir pour la jeunesse et les chômeurs ?	8 - 9
- SENEGAL : UN REFERENDUM D'AUTO-SATISFACTION POUR WADE ...	10 - 11
- SOMMET FRANCO-AFRICAIN : RENCONTRE ENTRE MAITRE ET SERVITEURS	11 - 12

QUELLE QUE SOIT SON ETIQUETTE,
LE NOUVEAU POUVOIR EST AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE !

Aux militaires, aux gendarmes et aux policiers, à toutes ces forces armées, Gbagbo promet de "*grands moyens*". C'est à croire que l'argent il en a, mais pas pour tout le monde !

"*Nos forces armées*" sont là pour défendre le pays contre "*l'invasion étrangère*", nous dit Gbagbo. Il leur faut des moyens en conséquence, nous dit-il. Mais en 40 ans d'indépendance, quel pays a donc attaqué la Côte d'Ivoire ? La seule armée qui l'ait jamais fait et même qui l'ait colonisée, c'est l'armée française. Et celle-là, elle est aujourd'hui installée à Port-Bouët. Là, Gbagbo n'y trouve rien à y dire ! Comme Bédié, c'est peut-être sur cette armée-là qu'il compte pour sauver sa peau un jour, lorsque "*son armée*", dont il se glorifie tant, jugera qu'elle peut se passer de lui.

"*La défense nationale*" n'est qu'un paravent qu'utilise la bourgeoisie pour cacher le fait que les forces armées sont spécialement dressées pour défendre les intérêts des capitalistes contre les travailleurs.

Combien de fois ne les a-t-on pas vu intervenir en faveur du patronat, que ça soit face aux travailleurs de Caréna, de Blohorn, de Filtisac, de SOGB, du bâtiment, ou à chaque fois que ces travailleurs se sont mis en grève ? Chacun sait que ces forces armées se comportent comme des chiens enragés envers les travailleurs, lorsque ceux-ci osent lever la tête face à la rapacité des bourgeois.

Qui n'a pas vu aussi l'armée, la police et la gendarmerie en train de racketter de pauvres gens, à chaque fois qu'ils le peuvent et partout où ils le peuvent ?

Qui ignore que ce sont ces mêmes forces armées qui ont commencé à piller les magasins le 24 décembre 1999 ?

Le charnier de Yopougon, n'était-ce pas encore eux ? Et les massacres du 26 octobre, à Abobo ? Et les exactions au temps de Guéi ? La liste est bien longue : on pourrait citer également la répression des années 1990, qui avait conduit Gbagbo lui-même en prison plusieurs fois, et même les massacres des 4.000 Gébés !

Les forces armées sont là pour défendre l'ordre bourgeois établi. Ce que Gbagbo et la classe bourgeoise craignent, à commencer par les plus riches d'entre eux, ce n'est certainement pas une soi-disant "*invasion étrangère*". Parce que les étrangers ce sont tous ces bourgeois-là, eux-mêmes, ivoiriens ou pas. Etrangers qu'ils sont à la souffrance des travailleurs ; étrangers qu'ils sont à la misère et à la détresse de la grande majorité de la population de ce pays.

Ce que craignent tous ces gens-là, c'est la révolte des travailleurs.

Ces derniers ne vont pas continuer à accepter éternellement que leur pouvoir d'achat baisse pendant que les riches pavent dans les grosses voitures ; ils savent que tôt ou tard, il faudra bien qu'ils payent leur comportement méprisant envers les travailleurs. Oui, il faut que la bourgeoisie paie un jour de son attitude envers la classe ouvrière, envers les petits paysans, envers la grande majorité de la population !

Les exploiters savent que toute cette population n'acceptera pas indéfiniment que ses conditions de vie se dégradent, pendant que tous ceux qui ont pillé les caisses de l'Etat durant des années circulent librement, à commencer par les Bédié !

Gbagbo n'ignore pas que tôt ou tard, cette bombe sociale explosera. Les travailleurs sauront qu'ils n'ont rien à attendre de bon de son pouvoir, pas plus que celui de Ouattara ou de Bédié !

D'ailleurs ce nouveau pouvoir n'a pas tardé à montrer combien il ressemble à tous ceux qui l'ont précédé. Il n'y a qu'à voir son attitude face aux revendications légitimes des enseignants "*raccrochés*" qui réclament les quelques 11 milliards d'arriérés que leur doit l'Etat. Le nouveau pouvoir leur demande de surseoir à cette revendication... au nom de "*l'amour de la patrie*". Et si ces paroles ne suffisent pas, il y a toujours le recours à l'armée qui se fera un plaisir à mater ces enseignants "*égoïstes*", dépourvus d'"*esprit civique*".

Quant aux travailleurs, le jour où ils entreront en lutte, le nouveau pouvoir fera tout pour briser leur mouvement. Ils auront à faire face non seulement à la brutalité de l'appareil d'Etat, mais aussi à celle des partis politiques bourgeois que sont le FPI, le PDCI et le RDR.

Voilà pourquoi se posent aux travailleurs, aujourd'hui, la nécessité de s'organiser à part, dans un parti qui défende exclusivement leurs intérêts de classe.

**LUTTE CONTRE LA FRAUDE FISCALE DES CAPITALISTES,
UN GROS MENSONGE POUR MIEUX FAIRE PAYER LES PETITS !**

Comment "élargir l'assiette fiscale" ? C'est la question que se posent doctement les politiciens FPI-PDCI au pouvoir. En langage simple, cela veut dire, comment faire payer les plus petits et le plus grand nombre, sans que ceux-ci ne se révoltent ? Tout en sachant que les détournateurs des caisses de l'Etat continuent à fréquenter les allées du pouvoir et que les riches bourgeois eux-mêmes continuent de "frauder" comme par le passé !

C'est ainsi qu'à été montée l'affaire Hyjazi. Ce groupe capitaliste, qui, a lui seul, doit, selon le pouvoir lui-même, la faramineuse somme de 350 milliards de francs à l'Etat. Il semble en effet évident que les pouvoirs qui se sont succédé, probablement depuis les Ouattara, en passant par les Bédié, ont tous palpé les milliards de ce capitaliste, pour camoufler sa fraude. Le tout dernier pouvoir, n'était-ce pas le pouvoir Guéi-Palenfo-Koulibaly ? De là à penser que ce n'est pas tant le compte de ce groupe capitaliste qui est en jeu, mais un règlement entre l'ancien pouvoir déchu et le nouveau pouvoir en place, il n'y a qu'un pas.

Parce que dans la liste des fraudeurs, il n'y a tout de même pas que ce groupe dont personne n'avait même entendu l'existence avant qu'éclate ce scandale ? Parce que des groupes capitalistes "fraudeurs", et de plus gros, ce n'est tout de même pas ça qui manque dans ce pays, à commencer par le capitaliste Bédié et son groupe, à

commencer par le groupe Bolloré et le groupe Bouygues, à commencer par les différents promoteurs immobiliers et ceux du TP, tous ces capitalistes qui ont pignon sur rue et dont le nouveau pouvoir n'en dit mot.

Si nos dirigeants avaient vraiment pour souci de renflouer les caisses de l'Etat, en prenant l'argent là où il y en a, c'est-à-dire, dans la poche des capitalistes, ils commenceraient par faire payer les 20% de TVA aux gros groupes capitalistes qui se débrouillent pour y échapper. Ils abrogeraient la loi sur l'exonération des 5% de taxe que représente l'ASDI dont en sont exonérés les plus gros capitalistes de ce pays. Ils mettraient immédiatement fin à A.T. (Admission Temporaire) qui sont autant de possibilités laissées aux capitalistes pour gruger l'Etat en frais de douane et en TVA.

Si vraiment, leur souci était de s'attaquer à tous les fraudeurs bourgeois, ce ne sont pas les moyens qui leur manquent. Ils pourraient commencer par rendre publique la liste de ces fraudeurs pleins aux as. Ils pourraient aussi, par exemple, faire appel publiquement aux travailleurs et aux employés de bureaux qui peuvent être au courant des fraudes de leurs patrons à l'égard du fisc mais aussi à leur propre égard et les obliger à payer ce qu'ils doivent déjà.

Rien que ces quelques actions, à elles seules, permettraient déjà de faire

rentrer plusieurs milliards dans les caisses de l'Etat.

Mais ce gouvernement ne fera rien de tout cela. Il aimerait bien pourtant renflouer ses caisses. Mais au grand jamais, il ne s'en prendra aux riches. D'ailleurs, les premiers fraudeurs, ce sont avant tout ces politiciens bourgeois eux-mêmes et leurs familles. Parce qu'ils emploient, eux aussi, cuisiniers, boys, bonnes, jardiniers, gardiens, etc, qu'ils traitent pire que des esclaves, sans

jamais les déclarer, sans les payer comme il se doit !

Par contre, ils se montreront impitoyables pour s'attaquer à ceux qui en ont le moins : aux petits commerçants, aux petits paysans, aux petits vendeurs, aux petits mécaniciens, aux petites vendeuses d'eau, aux petits cireurs de chaussures, et surtout, à la classe laborieuse en générale, à commencer par la classe ouvrière.

**MAHAN GAHE :
UN DISCOURS HAINEUX, UN DISCOURS ANTI-OUVRIER**

Qui n'a pas entendu Mahan Gahé, ce dirigeant du syndicat "*Dignité*", tenir son discours haineux contre les travailleurs d'origine étrangère, devant les applaudissements de Gbagbo et de ses partisans ?

On aurait bien voulu que Mahan Gahé saisisse l'occasion qui lui avait été offerte pour parler des conditions difficiles des travailleurs. Par sa voix, on aurait bien voulu entendre la voix des ouvriers agricoles de SOGB contre la grève desquels Bédié avait envoyé l'armée pour réprimer et massacrer en 1997, alors qu'ils luttèrent contre le sort qui était le leur.

On aurait bien voulu entendre Mahan Gahé parler des travailleurs de la Caréna, injustement chassés de leur travail, bafoués dans leur dignité, tabassés, eux aussi, à plusieurs reprises par l'armée du régime, depuis leur grève déclinée, elle aussi, en 1997.

On aurait bien aimé que Mahan Gahé saisisse ce micro pour dénoncer ce patron de Caréna, à cause de qui de nombreux ouvriers sont morts, depuis lors, dans la misère, alors qu'ils luttèrent pour leur survie.

On aurait bien aimé que Mahan Gahé nous parle des conditions difficiles des ouvrières qui balayent les rues d'Abidjan, en plein soleil, alors même que leur petit salaire n'est même pas toujours versé à chaque fin du mois.

Non. Mahan Gahé n'a pas voulu dénoncer tous ces patrons, pour qui le profit est dieu et les ouvriers rien !

Mahan Gahé a préféré trahir les intérêts des travailleurs qui lui avaient fait confiance, alors qu'il avait ce jour-là la possibilité de saisir l'occasion pour les aider dans la défense de leurs intérêts d'ensemble. En enfourchant à son tour le cheval de l'"ivoirité" et de la

xénophobie cher à Bédié, Guéi et Gbagbo, il ne fait que confirmer ce qu'il est réellement : un dirigeant syndicaliste pourri, à la solde du pouvoir actuel.

Bien déçu seront-ils, ceux qui voyaient une différence dans le personnel politique de la bourgeoisie en côte d'Ivoire. Ceux qui voyaient une différence entre les dignitaires du FPI, du PDCI et du RDR, pour ne citer que ceux-là.

Aujourd'hui, ceux qui veulent bien ouvrir leurs yeux et déboucher leurs oreilles peuvent déjà se rendre compte combien tous ces gens se ressemblent entre eux. Et, oh combien, ils défendent les mêmes intérêts de la bourgeoisie.

Les voilà les adversaires d'hier, les FPI et le PDCI dans un même gouvernement. Si le RDR n'y est pas, mais même si c'était le cas cela n'aurait pas changé grand chose.

Aujourd'hui, au sein du parlement, ce sont encore, bien souvent les mêmes crocodiles qui sont de retour,

bien que certains d'entre eux aient bien été obligés de laisser la place à des nouveaux aux dents plus longues. Mais comme partout, tous ceux là ne sont là, avant tout, que pour servir leurs propres intérêts, gagner un bon salaire sur le compte du contribuable, sans rien faire, à part bavarder.

Les "martyrs de la 2ème république" sont bien morts pour rien. Le voilà Gbagbo, pour qui ils ont donné la vie, déjà en train de renouer avec les assassins d'hier. Le voilà Gbagbo pactiser avec Guéi par l'intermédiaire des députés dits "indépendants". Ce qui ne les empêchera nullement de se donner des coups de couteaux dans le dos, dès la première occasion venue.

Alors, si parmi les travailleurs il y en a quelques uns qui espéraient un changement, ils seront très vite déçus. Espérons qu'ils tireront de cette déception la leçon que les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur leurs luttes en tant que classe exploitée, pour changer leur sort.

FPI, "INDEPENDANTS"
UNE HISTOIRE D'AMOUR DE CIRCONSTANCE

Le FPI qui aligne une brochette de 96 députés ne détient pas pour autant la majorité absolue à l'assemblée nationale. Son principal rival le PDCI le talonne de près avec 94 députés. Avec cinq députés de tendance RDR et 14 députés Guéistes dit "indépendants", le suspense était palpitant pour tout ce

petit monde. Selon Bleu Lainé le porte-parole des "indépendants", Guéi en personne aurait mis tout son poids dans la balance pour faire pencher le plateau dans un sens favorable au FPI. Du coup celui-ci a réussi à avoir suffisamment de voix pour faire en sorte que le nouveau président de l'assemblée nationale soit

un député issu de ses rangs. Ce n'est bien sûr pas le seul avantage pour lui car l'apport des voix des "*indépendants*" peut lui être utile sur bien des votes qui auront lieu au parlement. Différents postes et sinécures en découleront.

Mais qu'est-ce que Gbagbo et son parti ont cédé en échange à Guéi et sa bande à l'abri du regard de la population ? Sur quoi ont porté les marchandages sordides entre d'un côté le FPI et de l'autre le galonné putschiste et ses amis ? Faut-il rappeler que ces derniers n'ont pas hésité à faire des centaines de morts dans les rangs du FPI il y a à peine quelques mois pour imposer Guéi par la force au pouvoir ?

Ceux qui ont affronté les militaires au péril de leur vie pour chasser Guéi ne l'ont certainement pas fait pour que le FPI s'allie avec les bourreaux alors que les cadavres sont encore tièdes.

Par ailleurs il faut rappeler que le 11 février prochain sera le 10^{ème} anniversaire des événements de l'université de Yopougon. Ce jour-là des élèves innocents durent subir la furie meurtrière des militaires sous les yeux de Guéi qui, dit-on, supervisait l'opération.

Mais au fond entre les "*indépendants*", le PDCI dont ils sont issus de fraîche date et le FPI y a-t-il vraiment beaucoup de différence ? Hier ennemis, aujourd'hui amis. Qui se ressemble s'assemble.

Ce n'est un secret pour personne d'apprendre que Guéi a pesé de tout son poids sur la balance pour lier les 14 députés dits "*indépendants*" au pouvoir FPI. Ils ont, à cet effet, signé un "*protocole d'accord*". Mais comme chacun le sait, à commencer par leurs propres auteurs, leurs signatures ne valent pas plus qu'un caca de chien. On a vu ce que valaient les accords entre ces différents politiciens, depuis quelques années, dans ce pays.

Si Gbagbo semble aujourd'hui trouver son compte dans cet accord qui vise à minimiser le poids du PDCI dans l'échiquier politique, les choses peuvent tout aussi bien changer très vite.

Officiellement, la raison qui a poussé Guéi et Gbagbo serait leur "*sens de l'intérêt supérieur de la nation*". Mais ce baratin-là, c'est pour la galerie ! Tout comme leurs discours sur "*le patriotisme*". Mais ils ne tromperont que les naïfs. Entre eux, loin des caméras et des micros, ils parlent argent.

Voici donc ce que Guéi espère de cet accord : sa reconnaissance en tant qu'ancien chef d'Etat ; c'est-à-dire, 8 millions d'indemnité mensuelle, une villa, une voiture mercédès, un ou deux véhicules 4x4, un personnel domestique au complet, une armada de garde de corps due à quelqu'un de son rang, etc, etc.

On voit bien que celui-là n'est pas venu "*balayer la maison*". En plus ce n'est pas cadeau !



L E U R S O C I E T E

TEMOIGNAGE SUR LES EVENEMENTS APRES LE COUP D'ETAT DU 7 AU 8 JANVIER 2001

En marge des événements qui se sont déroulés dans les quartiers comme Port-Bouët, Yopougon, Adjamé et Cocody, le quartier d'Abobo a été secoué aussi par cette chasse aux étrangers. Comment s'en étonner puisque c'est le pouvoir lui-même qui délibérément suscite ce genre de comportements en parlant d'"*assaillants venus de nos deux frontières du Nord*".

Au quartier Sogéfia où se trouve

la cité universitaire, les étudiants se sont pris aux magasins et étalages des commerçants d'origine étrangère.

A Abobo-Avocatier, un jeune guinéen fut pris en sandwich par des "patriotes". Ils lui demandèrent de montrer ses papiers ou de préciser ses origines. Après leur avoir précisé qu'il était Yacouba de la Guinée, il fut dépouillé de tout son argent (une somme de 15000F) et battu par la suite.

LES BLABLA DU FPI SUR LE CHOMAGE : Quel avenir pour la jeunesse et les chômeurs ?

Depuis près de 20 ans, le chômage est grandissant en Côte d'Ivoire. En plus des élèves qui ont leur diplôme et ne trouvent pas de travail, il y a chaque année des milliers de travailleurs qui perdent leur boulot et viennent agrandir le nombre des chômeurs.

Et devant ce fait, les gouvernements passent et se ressemblent. C'est depuis 1985, que devant la montée du chômage des jeunes, le gouvernement d'Houphouët

va inciter les jeunes et surtout les déscolarisés à un retour à la terre. Mais cette orientation qui visait surtout les enfants des pauvres, a été faite sans débloquent aucun moyen. On demandait aux jeunes de retourner à la terre, de reprendre la daba, la machette ou autres moyens archaïques.

Cette politique qui était une manière de se débarrasser des enfants des pauvres ne donnera pas de suite. Ensuite, le même gouvernement, dans les années 89-90 va encore inciter les

L E U R S O C I E T E

enfants scolarisés issus des familles à s'inscrire dans des écoles de formation professionnelle. Des étudiants devaient s'orienter vers l'apprentissage de la couture ou de la dactylographie. C'était aussi à leur charge de se procurer les moyens nécessaires à leur installation.

Quelques années après, avec l'arrivée de Bédié au pouvoir, on parla de "*la création des fonds sociaux pour l'auto-emploi*". Ce ne fut rien d'autre qu'une caisse noire de plus qui n'a servi qu'aux riches et à leurs enfants. Car pour y avoir droit, il fallait avoir un aval. Pendant cette même période, le gouvernement Bédié menait une autre politique d'austérité en mettant à la porte plus de 13 mille travailleurs de la fonction publique. Dans le privé, il y a eu des maisons de placement, ce qui encouragea les patrons à employer des intermédiaires comme les tâcherons. Toutes les entreprises privées qui embauchaient vont procéder à des licenciements pour faire appel aux travailleurs venant des maisons de placement.

Le gouvernement va même aller plus loin en remplaçant L'OMOCI par L'AGEPE, une structure gouvernementale de placement bidon des travailleurs.

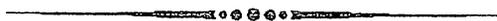
Tout ce cinéma des

gouvernements précédents n'a pas réussi à enrayer la montée du chômage.

A son tour, avec son programme intitulé "*Refondation*", le gouvernement de Gbagbo ne cherche pas autre chose qu'à jeter lui-aussi un peu de poudre aux yeux.

Dès l'arrivée du FPI sur la scène politique en Côte d'Ivoire en 90, il se prétendait socialiste et avait un programme basé sur la nationalisation des entreprises pour résorber le taux de chômage. C'est d'ailleurs ce qui attira beaucoup de jeunes et de chômeurs vers ce parti. Mais ce langage sur le chômage va très vite disparaître de la bouche des dirigeants de ce parti. C'est ainsi que quelques jours après le coup d'Etat du 24 décembre 1999, Laurent Gbagbo, lors d'une rencontre à la bibliothèque nationale d'Abidjan, proposa à la jeunesse et aux chômeurs, "*l'auto-emploi*" comme solution à cette crise de l'emploi sans toute fois préciser d'où viendront les moyens pour se prendre en charge.

Depuis leur arrivée au pouvoir le 25 octobre dernier par la force de la rue, ils ne cessent d'organiser des séminaires ou des ateliers comme celui qui vient d'avoir lieu à Bingerville, rien que pour parler de "*l'auto-emploi*". Paroles, paroles.



SENEGAL : UN REFERENDUM D'AUTO-SATISFACTION POUR WADE

Le 7 janvier dernier avait lieu au Sénégal un référendum, suite à la décision d'Abdoulaye Wade de modifier le texte de la constitution. La nouvelle constitution prévoit entre autres la réduction du mandat présidentiel de sept à cinq ans, renouvelable une seule fois, la suppression du Sénat et du conseil économique et social, l'interdiction du mariage forcé, le droit pour la femme d'accéder à la propriété foncière, mais aussi la possibilité pour le président de dissoudre le parlement.

La plupart des grands partis politiques, y compris le Parti Socialiste de l'ancien président Abdou Diouf, ont appelé à voter pour le "oui". Rien d'étonnant alors à ce que Wade ait obtenu "un score à la Senghor" : 90% pour le "oui", selon les chiffres officiels avec un taux de participation de 66%.

Mais ce qui intéresse surtout Wade et les hauts dignitaires de son parti, le PDS, c'est la dissolution du parlement dont la majorité est actuellement détenue par le PS, majorité issue d'une élection législative antérieure à l'arrivée de Wade au pouvoir. Les dirigeants du PDS sont pressés de prendre les places occupées jusqu'ici par ceux du PS et de profiter à leur tour des privilèges liés à la fonction de députés. Les postes seront d'autant plus convoités que le Sénat et le Conseil économique et social qui constituaient autant de lieux de sinécure vont disparaître. La dissolution du parlement est annoncée pour le 12 février et de

nouvelles élections législatives devraient avoir lieu "avant les premières pluies" selon les termes de Wade. Ca va se bousculer au portillon, non seulement entre les partisans du PDS eux-mêmes mais aussi entre eux et le PS, entre eux et les partisans de l'AFP de Moustapha Niassé, l'actuel premier ministre mais néanmoins rival de Wade.

Quant au volet concernant les femmes, il s'agit plus d'une démagogie destinée surtout à plaire à un petit milieu parmi les dirigeants occidentaux que d'une réelle avancée sociale. Certes, il est préférable qu'il existe des textes écrits noir sur blanc interdisant des pratiques barbares telles que le mariage forcé et tant mieux si ces textes de lois permettent à quelques femmes de se battre y compris sur le plan juridique contre l'oppression. Mais elles auraient tort de croire que Wade est de leur côté car même s'il a fait inscrire l'interdiction du mariage forcé dans la constitution, il s'est bien gardé d'abolir la polygamie et bien d'autres infamies héritées du passé et dont les femmes, et surtout les jeunes filles sont victimes. Rappelons tout de même que la première personnalité à qui Wade a rendu visite dès l'annonce du résultat de son élection fut le grand marabout de Touba, le dirigeant des mourides, secte islamiste puissante au Sénégal et particulièrement réactionnaire surtout à l'égard de la condition féminine. Alors on ne peut pas, à moins d'être un hypocrite, en même temps faire la courbette devant un marabout, fervent partisan de la

polygamie, du mariage forcé et des mutilations sexuelles et prétendre par ailleurs lutter contre le mariage forcé.

Mais en matière d'hypocrisie Wade n'a rien à envier à Diouf. Car rappelons que ce n'est qu'après plusieurs années de tergiversations que ce dernier avait fini par faire voter en janvier 1999 une loi interdisant la pratique de l'excision, histoire de dire que la Sénégal se mettait en conformité avec la Convention internationale des droits de l'enfant qu'il avait signé six ans auparavant. Mais tout le monde sait que non seulement cette pratique se poursuit mais que même quand il y a des femmes qui luttent pour les combattre,

elles ne bénéficient du soutien des dirigeants que du bout des lèvres.

Ainsi donc, la seule chose qui va réellement changer au Sénégal avec la nouvelle constitution et avec le futur parlement c'est la répartition des sièges entre les différents partis. Après avoir bien profité des privilèges, les députés du PS vont faire place à ceux du PDS. Mais il ne faudra surtout pas que les travailleurs et les petites gens comptent sur ces gens-là pour améliorer en quoi que se soit leurs conditions d'existence. Comme sous le gouvernement de Senghor et de Diouf, ils ne pourront compter que sur leurs luttes pour arracher des revendications.

SOMMET FRANCO-AFRICAIN :
RENCONTRE ENTRE MAITRE ET SERVITEURS

C'est devenu une routine. Comme chaque année, les dictateurs africains, convoqués par leur maître le représentant de l'impérialisme français se retrouvent pour se concerter, et surtout recevoir des directives. Cette année c'est à Yaoundé au Cameroun qu'à eu lieu ce sommet avec pour thème principal à débattre "*L'Afrique à l'heure de la mondialisation*". Avant de se séparer Jacques Chirac s'est solennellement engagé à annuler les dettes bilatérales de dix-huit pays dont la plupart sont africains, soit 500 millions d'euros (3 milliards de francs français).

En annonçant cette décision,

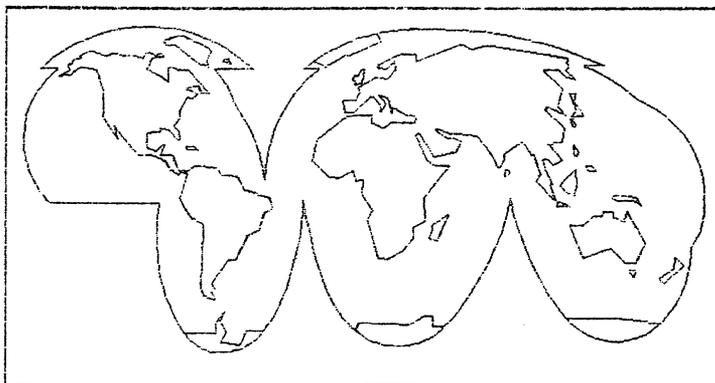
c'est comme si c'est un cadeau généreusement offert par Chirac à ces pays. mais on sait, en réalité, que le gouvernement français ne donne jamais rien sans calcul. C'est une décision qui ne coûte rien car ces dettes, grâce aux taux d'intérêt imposés aux valets africains par l'intermédiaire du FMI ou de la Banque mondiale, ont rapporté à l'Etat français le double voire plus de la somme prêtée. Mais les pays endettés continuent de payer les intérêts. Certains pays africains pris à la gorge vont même jusqu'à demander d'autres prêts pour pouvoir payer les intérêts de leurs anciennes dettes qu'ils n'arrivent pas à rembourser dans les délais fixés.

Quand Chirac, la main sur le coeur parle de son "amitié" pour l'Afrique, c'est de l'hypocrisie. Son "amitié", c'est pour les riches capitalistes français qui pillent les richesses de l'Afrique ; son "amitié" va aux hommes d'affaires comme Bouygues, Bolloré, qui exploitent les travailleurs africains. Et les chefs d'Etat africains présents à ce sommet sont là pour permettre à ces capitalistes et autres hommes d'affaires de faire de gros bénéfices dans bonnes conditions ; c'est-à-dire que nos dirigeants, aux ordres de l'impérialisme, sont là pour mâter les révoltes, casser les manifestations, maintenir une dictature féroce sur les populations. C'est ce qu'ils appellent "*maintenir le calme*".

Paul Biya, hôte de ce 21ème sommet France-Afrique vient d'en faire la démonstration. Avant même cette rencontre annuelle, il avait interdit toute manifestation, tout rassemblement. Puis il a fait disperser à Douala et Yaoundé, par la force, des manifestants qui s'opposaient à ce sommet ; le gouvernement camerounais a empêché qu'ils organisent un contre-sommet pour marquer leur désaccord.

Alors cet énième sommet, ce n'est rien d'autre qu'une rencontre de travail entre maître et serviteurs africains, le premier pour glisser des ordres ou recommandations, les seconds pour les appliquer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.